

Lundi 26 Février 2024



<u>Introduction en Bourse du CPA: la première étape a largement atteint ses objectifs (ministère)</u>

La première étape de l'opération d'ouverture du capital du Crédit populaire algérien (CPA) à travers l'introduction en Bourse, a largement atteint ses objectifs, a indiqué dimanche le ministère des Finances dans un communiqué, relevant un "grand engouement" des investisseurs.

Le point sur cette opération a été fait à l'occasion d'une réunion de coordination tenue au siège du ministère des Finances, présidée par le Faid, et rassemblant les principaux Laaziz responsables banques publiques, ainsi que le directeur général de la Bourse d'Alger et le président de la Commission d'organisation surveillance et de opérations de Bourse (COSOB), selon la même source. Selon les informations présentées par le directeur général du CPA l'opération d'ouverture du capital de cette banque, "la première étape de opération a largement atteint ses objectifs, marquant cette ainsi avancée significative dans le processus", précise le communiqué, ajoutant qu'il "a été noté avec satisfaction le grand engouement du segment des investisseurs particuliers".

"Cette forte participation l'intérêt 1a confiance manifestés démontre et les investisseurs privés initiative", envers cette commente le ministère dans son communiqué.



Faid: l'évaluation des politiques publiques, en tête des priorités de l'IGF

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a indiqué, dimanche à Alger, que l'évaluation des politiques publiques des différents secteurs était inscrite en tête des priorités des missions de l'Inspection Générale des Finances (IGF), mettant en avant le rôle de cette structure qui relève du ministère dans le suivi et l'évaluation des politiques nationales visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures.

Lors d'un colloque organisé par l'IGF, sur l'activité de l'exportation hors hydrocarbures, le ministre a affirmé que "la concentration sur l'évaluation des politiques publiques est au centre du champ d'application des principes consacrés dans la loi organique relative aux lois de finances", entrée en vigueur l'année passée.

M.Faid a relevé que ce cadre juridique focalise, de manière explicite, sur l'évaluation des politiques publiques pour pouvoir exploiter les ressources publiques de manière optimale et atteindre les objectifs tracés par les autorités publiques.



Douanes: les opérateurs économiques invités à adhérer à la démarche de transition numérique

Le Directeur général des Douanes algériennes, le général major Abdelhafid Bakhouche a invité, dimanche à Alger, les opérateurs économiques activant dans le commerce international à adhérer à la démarche de transition numérique, à travers l'inscription dans le nouveau système informatisé des Douanes.

L'appel a été lancé lors d'une journée d'information, organisée par la Direction générale des Douanes (DGD) à son siège au profit des opérateurs activant dans la production et l'exportation des appareils électroménagers, en présence de ses cadres, du Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, du Directeur général de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX), Zohir Laïche, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, ainsi que de représentants d'organismes et d'organisations activant en matière de promotion du commerce international.

A cette occasion, le général major Bakhouche a souligné l'importance de "l'adhésion des opérateurs économiques, les commissionnaires en douanes et les différents professionnels activant dans le commerce international à la démarche de transition numérique que connait le secteur", en s'inscrivant dans le nouveau système informatique des douanes.



Nouveau système informatisé des Douanes : Déclaration de valeur ajoutée

Le Directeur général des Douanes algériennes, le général-major, Abdelhafid Bakhouche, invite les opérateurs économiques activant dans le commerce international à adhérer à la démarche de transition numérique, à travers l'inscription dans le nouveau système informatisé. L'appel a été lancé lors d'une journée d'information, organisée par la Direction générale des Douanes, à Alger, au profit des opérateurs activant dans la production et l'exportation des appareils électroménagers, placée sous le slogan «Accompagner les entreprises pour soutenir la relance économique». A cette occasion, le DGD a souligné l'importance de «l'adhésion des opérateurs économiques, les commissionnaires en douanes et les différents professionnels activant dans le commerce international à la démarche de transition numérique que connait le secteur», en s'inscrivant dans le nouveau système informatique des douanes.



<u>Inspection générale des Finances : L'évaluation des politiques publiques, en</u> tête des priorités

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a indiqué, dimanche à Alger, que l'évaluation des politiques publiques des différents secteurs était inscrite en tête des priorités des missions de l'Inspection Générale des Finances (IGF), mettant en avant le rôle de cette structure qui relève du ministère dans le suivi et l'évaluation des politiques nationales visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures.

Lors d'un colloque organisé par l'IGF, sur l'activité de l'exportation hors hydrocarbures, le ministre a affirmé que « la concentration sur l'évaluation des politiques publiques est au centre du champ d'application des principes consacrés dans la loi organique relative aux lois de finances », entrée en vigueur l'année passée. M. Faid a relevé que ce cadre juridique focalise, de manière explicite, sur l'évaluation des politiques publiques pour pouvoir exploiter les ressources publiques de manière autorités optimale et atteindre les objectifs tracés par les Lors de ce colloque qui a vu une large participation de responsables du secteur des Finances, des banques, des douanes et d'organismes liés au commerce international, le ministre a mis en avant que la même loi est intervenue pour concrétiser la modernisation des systèmes budgétaires, marquant « un changement de qualité dans l'élaboration et la mis en œuvre du budget de l'Etat basé sur les résultats et soumis aux mécanismes de contrôle ».



Ouverture du capital social du CPA : L'opération se poursuivra jusqu'au 28 février 2024

La Crédit populaire d'Algérie (CPA) a ouvert son capital au public, en proposant à la vente 60 millions d'actions après son entrée en bourse. Les actions font partie du capital de la banque et, si elles sont acquises, elles font du bénéficiaire un actionnaire, c'est-à-dire un associé de la banque. Ce qui vous permet de bénéficier de plusieurs avantages et bénéfices.

La banque informe les potentiels souscripteurs que le dernier jour de l'achat des actions est fixé au 28 février. Ils devraient se rapprocher de l'une des agences agrées de la BDL, de la BADR), de la BNA, de la CNEP, de la BEA, et de la Société Générale Algérie (SGA).

Il est à savoir par ailleurs que, le CPA a confirmé que le nombre minimum d'actions pouvant être acquises est de 10 actions pour les personnes physiques et de 500 actions pour les personnes morales de droit algérien. Le prix d'une action a été fixé à 2.300 dinars. L'un des avantages de ce processus est l'exonération fiscale sur les dividendes – ajoute la banque.



Laaziz Faid :« La bonne gouvernance est un pilier du développement»

Le ministre des Finances, Laaziz Fayed, a affirmé que son secteur placera l'évaluation des politiques publiques en tête des priorités dans les missions confiées à l'Inspection générale des finances.

Il a révélé, dans son discours lors de l'ouverture d'un colloque sur l'évaluation de la politique de promotion des investissements hors hydrocarbures, que ce processus se concentre « clairement » sur une exploitation optimale des ressources publiques. Laaziz Faid a souligné le rôle des systèmes budgétaires, affirmant que leur modernisation s'est concrétisée « à travers les dispositions de la loi organique relative aux lois de finances promulguée en septembre 2018 et entrée en vigueur depuis janvier 2023. Elle a enregistré un bond qualitatif dans l'élaboration et l'exécution du budget de l'État en fonction des résultats et sous réserve de mécanismes de suivi. » . Il a ajouté : « Nous sommes persuadés que seuls les pays dotés de systèmes de gestion des finances publiques solides et transparents sont capables de fournir un service public de qualité et efficace. »



<u>Introduction en Bourse du CPA: Les objectifs de la première étape</u> largement atteints

Le ministère des Finances a affirmé, ce dimanche, dans un communiqué, que la première étape de l'opération d'ouverture du capital du Crédit populaire algérien, CPA, à travers l'introduction en Bourse, a largement atteint ses objectifs.

« La première étape de cette opération a largement atteint ses objectifs, marquant ainsi une avancée significative dans le processus », a précisé le communiqué ajoutant qu'il « a été noté avec satisfaction le grand engouement du segment des investisseurs particuliers », a déclaré le directeur général du CPA cité dans le communiqué.

Dans son communiqué, le ministère explique ajoute que « cette forte participation démontre l'intérêt et la confiance manifestés par les investisseurs privés envers cette initiative».



Biens de l'Etat à l'étranger: Une application numérique pour un meilleur suivi

Un accord de coopération et d'échange d'informations et de données a été signé, samedi, à Alger, entre le ministère des Finances et le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, avec pour objectif la numérisation de l'inventoriage des biens immobiliers relevant du domaine de l'Etat qui se trouvent en dehors du territoire national, et le suivi de leur situation. L'accord a été signé par le Directeur général (DG) de la Direction générale du Domaine national au ministère des Finances, M. Abderrahmane Kheddi, et le Directeur général de la Direction générale des ressources au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Mohamed Cherif Kourta, sous la supervision du ministre des Finances,

M. Laaziz Faid, et du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, en présence de cadres supérieurs des deux secteurs.



مديرية الضرائب تصدر بيانا هاما

أصدرت مديرية الضرائب بيانا هاما حول آجال اكتتاب ودفع التصريحات السنوية المتعلقة برسم التكوين المتواصل والرسم على التمهين.

أصدرت مديرية الضرائب بيانا هاما مساء اليوم، الأحد 25 فيفري، حول آجال اكتتاب ودفع التصريحات السنوية المتعلقة برسم التكوين المتواصل والرسم على التمهين.

مديرية الضرائب فندت في بيانها "الأخبار المغلوطة والتي لا أساس لها من الصحة المتداولة من طرف بعض المواقع الالكترونية وصفحات التواصل الاجتماعي مفادها تمديد أجال اكتتاب ودفع التصريحات السنوية المتعلقة برسم التكوين المتواصل والرسم على التمهين."

وأكدت المديرية أنه "عليه تفند المديرية العامة للضرائب هذه الأخبار وتعلم جميع المكلفين بالضريبة أن الأجل المحدد لاكتتاب الرسم على التكوين المتواصل و الرسم على التمهين قد انقضى يوم 20 فيفري 2024."



تسهيلات جمركية وامتيازات جبائية لصالح المتعاملين الاقتصاديين

دعا المدير العام للجمارك الجزائرية، اللواء عبد الحفيظ بخوش، الأحد، المتعاملين الاقتصاديين الناشطين في مجال التجارة الخارجية إلى الانخراط في مسعى التحول الرقمي، من خلال التسجيل في النظام المعلوماتي للجمارك الجديد.

جاء ذلك خلال يوم إعلامي نظمته المديرية العامة للجمارك، بمقرها، لفائدة المتعاملين الناشطين في مجال إنتاج وتصدير الأجهزة الكهرومنزلية، بحضور إطاراتها، وحضور المدير العام للوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار عمر ركاش، المدير العام للشركة الجزائرية لتأمين وضمان الصادرات زهير العيش، رئيس مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري كمال مولى، وكذا ممثلي الهيئات والمنظمات الناشطة في مجال ترقية التجارة الخارجية.

وفي هذا الصدد، اعتبر بخوش أن النظام المعلوماتي الجديد للجمارك ''لبنة في صرح التحول الرقمي الذي تقوده السلطات العليا للبلاد، وأداة لتحديث النشاط الجمركي والارتقاء بأداء المرفق العمومي"، مشيرا إلى أن مصالحه ''تحرص على تكثيف الدورات التكوينية لفائدة المتعاملين الاقتصاديين في هذا الشأن لتسهيل الولوج إليه".



أروقة خضراء بمطار الجزائر خاصة بالمشاركين في قمة الغاز

كشف وزير المالية لعزيز فايد، أنه تم تخصيص أروقة خضراء على مستوى مطار هواري بومدين الدولي "الجزائر". تسمح بتسهيل الإجراءات الأمنية والجمركية للمشاركين في القمة الـ7 لرؤساء دول وحكومات منتدى البلدان المصدرة للغاز.

وأشار فايد خلال ندوة صحفية نظمت على هامش زيارة عمل وتفقد قام بها برفقة وزير النقل محمد الحبيب زهانة. إلى مطار الجزائر للإطلاع على وضعية تقدم التحضيرات للموعد المزمع تنظيمه من 29 فيفري إلى 2 مارس بالجزائر العاصمة. أن أحد أسباب هذه الزيارة يتمثل في التأكد من أن الشروط متوفرة فعليا لضمان أفضل إستقبال للمشاركين في هذا الحدث.



اعتبر الحوكمة والشفافية والمساءلة ركائز للنمو الاقتصادي. فايد: تقييم السياسات العمومية من أولويات مفتشية المالية

أكد وزير المالية، لعزيز فايد، أمس، أن تقييم السياسات العمومية الخاصة بالقطاعات، تتصدر أولويات المهام التي تضطلع بها المفتشية العامة للمالية، مبرزا دور هذا الهيكل التابع للوزارة في متابعة وتقييم السياسة الوطنية الرامية لترقية الصادرات خارج المحروقات.

أوضح الوزير خلال ملتقى نظمته المفتشية حول نشاط التصدير خارج المحروقات أن التركيز على تقييم السياسات العمومية، يدخل في صميم تطبيق المبادئ المكرسة في القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، الذي دخل حيز التطبيق العام الفارط، لافتا إلى أن هذا الإطار القانوني يركز على تقييم السياسات العمومية، للتمكن من الاستغلال الأمثل للموارد العمومية وبلوغ الأهداف المسطرة من طرف السلطات العمومية بطريقة ناجعة وفعّالة.

كما أبرز الوزير خلال الملتقى الذي عرف مشاركة واسعة من قبل مسؤولي قطاع المالية والبنوك والجمارك والهيئات ذات الصلة بالتجارة الخارجية، أن القانون ذاته جاء ليجسد عصرنة الأنظمة الميزانياتية، حيث سجل نقلة نوعية في إعداد وتنفيذ ميزانية الدولة المبنية على أساس النتائج والخاضعة لآليات المراقبة.



...CPA هذا آخر أجل لشراء الأسهم

شرع القرض الشعبي الجزائري CPA في فتح رأسماله للجمهور، من خلال طرح 60 مليون سهم للبيع بعد دخوله البورصة. والسهم هو جزء من رأسمال الشركة وفي حالة حيازته يجعل المستفيد مساهما وبمعنى آخر شريكا فيها. حيث يتيح الاستفادة من عدة مزايا وأرباح.

ودعا القرض الشعبي الجزائري CPA ، إلى التقرب من إحدى وكالات القرض الشعبي الجزائري أو إحدى وكالات النقابة التوظيف المعتمدة لبيع أسهم القرض الشعبي الجزائري. وهذا إلى غاية 28 فيفري من السنة الجارية. ويتعلق الأمر بكل من بنوك التنمية المحلية "BDL" ، بنك الفلاحة و التنمية الريفية (BADR) ، البنك الوطني الجزائري (BNA) ، الصندوق الوطني للتوفير و الاحتياط .(CNEP)) بنك الجزائر الخارجي (BEA) ، سوسيتي جينرال الجزائر .SGA)

ما هو الحد الأدنى الذي يمكن استثماره

وأكدت CPA ، أن الحد الأدنى من الأسهم التي يمكن اقتناؤها هو 10 أسهم بالنسبة للأفراد، و000 سهم بالنسبة للأشخاص المعنويين الخاضعون للقانون الجزائري. وحدّدت سعر السهم الواحد، بـ 2300 دينار. ومن مزايا هذه العملية هو الإعفاء ضريبي على أرباح الأسهم يضيف البنك.



المديرية العامة للضرائب تُفنّد أخبارا مغلوطة..

فنّدت المديرية العامة للضرائب أخبار مغلوطة متداولة من طرف مواقع الكترونية وصفحات التواصل الاجتماعي مفادها تمديد اجال اكتتاب ودفع التصريحات السنوية المتعلقة برسم التكوين المتواصل والرسم على التمهين.

أكّدت المديرية في بيان لها، اليوم الأحد، أن هذه الاخبار "لا أساس لها من الصحة"، وأعلمت جميع المكلفين بالضريبة أن الأجل المحدد لإكتتاب الرسم على التكوين المتواصل والرسم على التمهين قد إنقضى يوم 20 فيفري 2024.

ودعت المصالح ذاتها، كافة المواطنين إلى إستيقاء الأخبار والمعلومات المتعلقة بالقطاع من مصدر ها عبر الموقع الالكتروني أو الصفحات الرسمية للمديرية والتحري عن مصدر المعلومة والتحقق والتأكد منها قبل نشرها والتداول بشأنها، تفاديا لتغليط الرأي العام.



"الحوكمة الرشيدة ركيزة أساسية لتسريع وتيرة التنمية"

أكد وزير المالية لعزيز فايد أن قطاعه سيضع تقييم السياسات العمومية على رأس الأولويات في المهمات الموكلة للمفتشية العامة للمالية.

وكشف فايد في كلمته خلال إشرافه على افتتاح ندوة حول تقييم سياسة ترقية الاستثمار خارج المحروقات، أن التركيز على هذا الجانب من تقييم السياسات العمومية يدخل في صميم مجال تطبيق المبادئ المكرسة في القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية. وأكد الوزير أن هذه العملية تُركز ''بصفة صريحة'' على تقييم السياسات العمومية لتمكين من استغلال أمثل للموارد العمومية وبلوغ الأهداف المسطرة من طرف السلطات العمومية بطريقة ناجعة وفعالة.

وأبرز لعزيز فايد دور الأنظمة الميزانياتية للقطاع، قائلا إن عصرنتها تجسدت "من خلال أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية الصادر في سبتمبر 2018 والذي دخل حيز التنفيذ منذ جانفي 2023، الذي سجل نقلة نوعية في إعداد وتنفيذ ميزانية الدولة المبنية على أساس النتائج والخاضعة لآليات المراقبة."

وأضاف: ''إننا على يقين أن البلدان التي تتمتع بأنظمة إدارة مالية عمومية قوية وشفافة وخاضعة للمساءلة، وحدها قادرة على تقديم خدمة عمومية أكثر جودة وفعالية في ظل عدالة اجتماعية ونجاعة اقتصادية.''

